

s'agit, a soulevées chez les gouvernans de Bruxelles, qu'ils ont travaillé leur chambre représentative pour en obtenir de nouveaux impôts et le renforcement de l'armée?

— Les journaux hollandais donnent des nouvelles de Batavia qui vont jusqu'au 7 janvier. Les gazettes de Java qu'ils citent et qui ont toujours suivi avec beaucoup d'exactitude et d'impartialité la marche de la guerre de Sumatra dans toutes ses vicissitudes de succès et de revers, ne disent pas un seul mot de la sanglante défaite qu'aurait éprouvée dans cette île le général Cleerens ni de la mort de ce chef militaire et d'un grand nombre d'autres officiers. Cette nouvelle, imaginée et publiée par le *Journal d'Anvers*, est donc décidément fautive.

— On écrit de La Haye, le 8 mai :

« La session des états-généraux a été close le 11 à midi par M. le ministre de l'intérieur qui à cette occasion a adressé le discours suivant aux deux chambres réunies :

» Nobles et puissans seigneurs, je suis chargé par le roi de me rendre au milieu de vous pour déclarer que les travaux de la présente session des états-généraux sont terminés. Les projets de loi présentés à VV. NN. PP. ont été successivement examinés, et le résultat a témoigné de nouveau de cet esprit de concorde et d'unanimité, grâces auxquelles la Néerlande peut s'élever au-dessus des difficultés (*teleurstellingen*) du moment et se livrer à l'espoir d'un meilleur avenir. Un jour, il n'en faut pas douter, toutes les questions qui restent à régler dans l'intérêt du pays seront résolues d'après les principes de la justice et l'équité, lorsque notre conduite prouvera que nous prisons la justice et l'équité par-dessus tout. Au milieu des circonstances extraordinaires et des besoins extraordinaires qui s'en sont suivis, le crédit national a de nouveau été raffermi par le concours sincère et fidèle de toutes les branches du pouvoir législatif. VV. NN. PP. ont encore une fois élevé une partie de l'édifice de notre législation nationale. Nous avons à nous réjouir d'être mis pleinement en possession d'institutions judiciaires, dignes de l'époque où nous vivons, dignes du peuple auquel nous appartenons. Ce doit être pour VV. NN. PP. une récompense flatteuse d'emporter à la fin de vos travaux la conviction d'avoir coopéré de tout votre pouvoir au bien-être de la patrie. Cette conviction permettra à VV. NN. PP. de jeter avec satisfaction un regard en arrière sur la session qui va finir. Au nom du roi je déclare close la présente session des états-généraux. »

— On lit dans *l'Industrie* :

» L'alliance anglo-française, cet enfant cacochyme de la vieillese du doyen des diplomates européens, n'a plus donné signe de vie depuis la mention qui en a été faite dans le discours de Louis-Philippe à l'ouverture des chambres, et qui ne figurait même là que par forme de politesse, laquelle, par parenthèse, fut assez mal accueillie par les compatriotes de John Bull, qui ne daignèrent pas y répondre dans l'allocution royale prononcée à l'occasion de la reprise des travaux du parlement.

Dans les premières années qui suivirent la révolution de juillet, l'alliance revenait sans cesse sur le tapis; on ne parlait que de l'union des deux puissances, de l'ascendant qu'elle leur donnait en Europe; elle devait influencer sur la tranquillité intérieure des deux états; et assurer leur prépondérance au dehors. Qu'est-il résulté de tout cela? Que la France et l'Angleterre ont vu s'élever dans leur sein de sérieuses agitations auxquelles elles n'ont pas encore pu mettre un terme et qui les exposent à des dangers réels, tandis qu'à l'extérieur elles sont singulièrement déçues du haut rang qu'elles ont occupé. L'Angleterre tient-elle comme autrefois la balance politique de l'Europe? Qu'on nous montre les points où elle exerce cette influence exclusive dont elle a été en possession pendant des siècles. Bravée aujourd'hui de tous côtés, il n'est pas jusqu'au faible Portugal qui ne l'insulte en excluant ses produits, pendant qu'il admet ceux des autres nations. Est-ce sous le ministère des prédécesseurs de Palmerston qu'on se permettait ainsi d'humilier la superbe Albion? Voilà le fruit de son immixtion dans les troubles des autres états. La France est-elle mieux traitée que l'Angleterre? On peut juger du degré de considération dont elle jouit parmi les puissances, par l'impossibilité où s'est trouvé l'héritier du trône de faire une alliance matrimoniale avec aucune des grandes maisons souveraines. En vain a-t-il frappé à toutes les portes: elles sont restées fermées à ses prétentions. Ce point résume en lui seul la politique européenne à l'égard de la France.

L'alliance anglo-française formée particulièrement pour la destruction du royaume des Pays-Bas, ne remplira pas même son objet. Au grand désappointement des deux parties, elles s'aperçoivent déjà depuis plusieurs années, que c'est là pour elles une cause continuelle de désunion. Indépendamment de la crainte qu'éprouve continuellement l'Angleterre que la France ne saisisse la première occasion d'une perturbation en Europe pour s'emparer de la Belgique, elle sait qu'elle ne saura jamais s'accorder avec sa rivale sur l'importante question de la liberté de l'Escaut, à laquelle la

France voudrait mettre des limites pour favoriser le port du Havre; question à laquelle l'érection d'un chemin de fer donne plus d'importance encore. »

— On écrit de Leipzig, 2 mai :

« Les acheteurs venant de l'Orient exercent la plus grande part d'influence sur les foires de Leipzig; ils ne sont pas nombreux, mais les achats qu'ils font sont considérables. Ils mettent le plus grand soin à dissimuler l'importance des affaires qu'ils traitent; ils sont en conséquence toujours en relation avec beaucoup de banquiers, et ils ont l'habitude de faire expédier les marchandises achetées en leur faisant suivre divers chemins. Nous avons pu compter 16 acheteurs de Tiflis qui ont surtout emporté de fortes quantités de marchandises anglaises ordinaires en laine et en coton; ils ont aussi acheté beaucoup d'articles provenant des fabriques de la Prusse et de la Saxe.

Aujourd'hui la partie du chemin de fer achevée et qui s'étend jusqu'à Athen a été parcourue cinq fois, et malgré le mauvais temps les voitures qui contiennent plus de 200 personnes, n'ont pas suffi aux voyageurs qui se sont présentés. »

— M. Louis Florence, de Verviers, maintenant âgé de 18 ans, vient de finir un pantalon de grandeur naturelle, sans la moindre couture; poches, boutons, tout est tissé. Ce beau travail, dont on ne peut apprécier toutes les difficultés, dont on ne conçoit déjà pas même l'exécution, sera envoyé à l'exposition des produits de l'Académie de l'Industrie, qui aura lieu le 24 juin prochain, au Louvre, à Paris.

— Un journal de Paris, le *Temps*, publie une notice sur la famille de John Cockerill, qui vient d'obtenir la concession du chemin de fer entre Paris et la frontière belge :

« Il y a 40 ans, dit ce journal, qu'on ne connaissait sur le continent pour la filature de la laine et fabrication des draps que les anciens procédés à la main. Un Anglais, M. William Cockerill, père de M. John et de M. James qui vient de mourir, n'ayant pu réussir à faire adopter en Suède les procédés mécaniques dont il était inventeur, vint offrir ses services aux maisons Simonis et Biolley de Verviers. Comme il était suivi d'une nombreuse famille et que ses ressources pécuniaires étaient épuisées, on dut lui fournir le fer. Les premières machines furent bientôt construites et fonctionnèrent au grand bénéfice de ces fabricans. Beaucoup d'autres lui en demandèrent; sa fortune fut rapide. Ses talens ayant été méconnus lors du concours des prix décennaux de 1810, Napoléon lui accorda la grande naturalisation française. En 1813, William Cockerill se retira des affaires; ses deux fils James et John lui succédèrent. En 1815, M. John Cockerill monta en Belgique la première fabrique de machines à vapeur, et construisit de 1821 à 1823 le premier haut-fourneau au coak, dans la province de Liège. Depuis l'établissement de Seraing, les Cockerill se sont faits les premiers producteurs de force mécanique du monde entier. On a donné, il y a peu de tems, un aperçu des travaux qui s'y font, ainsi que dans leurs autres fabriques. Pour la construction du chemin de fer qu'il vient d'entreprendre, M. Cockerill fera construire deux hauts-fourneaux de plus à Seraing. Il a pour la construction des locomotives, un atelier de 160 pieds de long sur 80 pieds de large, où sept de ces puissantes machines peuvent s'établir à la fois. Il aura tout à l'heure un second atelier semblable. Au jour et à l'heure dits, les rails et les locomotives sortant des ateliers de M. Cockerill viendront remplir les 80 lieues de distance qui séparent encore Paris, Bruxelles et Anvers; les rails et les locomotives de M. Cockerill placeront Paris entre l'Escaut et le Rhin, pesant à l'avenir également sur l'un et l'autre fleuve, tenant également en respect quiconque se sentirait l'envie d'attenter à la liberté ou à la possession de l'une ou l'autre navigation.

ACADÉMIE DES SCIENCES DE PARIS.

Séance du 8 mai.

MÉTÉOROLOGIE. — *Examen de la constitution météorologique du printemps de 1837.* — Frappé de la prolongation marquée de l'hiver, qui, cette année, a envahi plusieurs mois du printemps, de l'intensité du froid et de l'abondance des pluies, le public, qui est toujours avide de trouver à tout une cause, s'est beaucoup exagéré les rigueurs de cette saison et s'est empressé de les attribuer à quelques taches noirâtres qui se voient sur le disque du soleil, signalées par M. Arago et quelques autres astronomes. Des journaux même n'ont pas craint de mettre en jeu, dans ces explications vulgaires, le nom du célèbre astronome français, et d'abaisser ainsi les hautes spéculations de l'Observatoire aux propos de l'astrologie des carrefours. Le savant secrétaire de l'Académie des sciences a cru devoir prendre la parole au commencement de cette séance pour éclairer le public à cet égard. Il présente un résumé des observations météorologiques exactes faites à l'Observatoire, les-